



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de mise en demeure 31 AOÛT 2023  
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,  
à l'encontre de l'EIRL JACOB RICHARD, exploitant une carrière de granite  
située lieu-dit Le Travès – 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'ALBI ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 autorisant la société SARL Jacob Frères à exploiter une carrière de granite, lieu-dit Le Travès sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2011 autorisant le transfert de l'autorisation du 29 septembre 1998 susvisée au bénéfice de Monsieur Richard Jacob dont le siège social est à La Sigarié 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'article CE 2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 susvisé qui dispose : « *L'exploitation est limitée à la cote 415 m NGF.* » ;
- Vu** l'article CE21 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 susvisé qui dispose : « *L'extraction des matériaux commercialisables est achevée six mois avant la fin de validité du présent arrêté.* »  
*A cette date, l'exploitant adresse au préfet une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :*
  - *le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos) ;*
  - *le plan de remise en état définitif ;*
  - *un mémoire de l'état du site. »*
- Vu** l'article DG9 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 susvisé qui dispose : « *Les différents accès au site d'exploitation doivent être équipés de barrières (ou autres dispositifs similaires) fermées en dehors des heures d'activité. »*
- Vu** l'article DG10 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 susvisé qui dispose : « *L'interdiction d'accès au public est affiché en limite de l'exploitation de chaque accès et tout autre défini en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. »*
- Vu** l'article DG11 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 susvisé qui dispose : « *L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux*

*mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. »*

**Vu** l'article L. 171-8-I du code de l'environnement qui dispose :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ».*

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 21 août 2023 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 25 juillet 2023, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne connaît pas la cote de fin d'exploitation en raison de l'absence de plan ;
- L'exploitant n'a pas notifié sa cessation d'activité ;
- Les chemins d'accès à la carrière ne sont pas sécurisés ;
- Il subsiste des zones facilement accessibles au niveau des anciens fronts de taille ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles CE2, CE21, DG9, DG10 et DG11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1998 susvisé ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure l'EIRL Richard Jacob de respecter les dispositions des articles CE2, CE21, DG9, DG10 et DG11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1998 susvisé ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La Société Richard Jacob, sise La Sigarié – 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme, est mise en demeure de respecter :-

- les articles CE2, DG9, DG10 et DG11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1998 susvisé dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure ;
- l'article CE21 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1998 susvisé dans un délai de **9 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure ;

### **Article 2** :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3** :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site

<http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Article 4 :**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme en vue de l'information des tiers.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Fait à Albi le **31 AOUT 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

A blue ink signature, appearing to read 'SIMOES', is written over a horizontal line.

Sébastien SIMOES